



Journée nationale intersyndicale de mobilisation pour:
la réintégration immédiate d'Anthony SMITH,
Inspecteur du travail suspendu
le respect de l'indépendance de l'inspection du travail,
la défense du statut et des missions
de l'ensemble des agent-es du ministère

Mardi 16 juin 2020 à 13h 00

**devant l'Unité Départementale Nord-Lille de la
DIRECCTE HAUTS-DE-FRANCE, 77 rue Gambetta à LILLE**

**Nous rejoindrons ensuite le cortège régional en soutien aux personnels de santé TOUS
DECONFINES devant la Préfecture pour 14h30.**

Bientôt 60 jours qu'Anthony Smith est « mis à pied ». Aucune notification officielle des griefs. Aucune réponse à nos interpellations. Des pressions extérieures indues avérées et relayées par la hiérarchie locale. Maintenant l'administration arguerait des griefs qui concernent des centaines d'agent-e-s : le remplissage de Wiki't, la participation à l'entretien professionnel, les actions prioritaires, etc...

Une procédure infâme et une nouvelle tentative de mise au pas de l'inspection du travail alors que bon nombre de collègues subissent des pressions plus ou moins insidieuses.

Une procédure odieuse et inacceptable alors même que la ministre du travail entend bien pérenniser le mode d'encadrement comminatoire mis en place au prétexte de la crise sanitaire, avec une DGT omnipotente décidant qui doit être contrôlé ou pas, réécrivant le droit du travail à sa guise, inventant sans cesse de nouvelles modalités de rendu compte.

La « feuille de route » aujourd'hui et demain ... Faire les contrôles prévus par la DGT, la déconcentration du pouvoir disciplinaire, la rémunération plus fortement liée à l'atteinte des objectifs, la suppression des services de renseignement en droit du travail dans les UD, ...

Et la liste des méfaits de l'administration ne s'arrête pas là ... **Un mépris des statuts et des missions au-delà des agent-e-s de l'inspection.** Sous prétexte de la lutte contre la pandémie, des milliers de collègues de tous les services ont vu leur fiche de poste déformée ou complètement modifiée et leurs conditions de travail fortement dégradées.

Beaucoup ont été placés d'office en autorisation spéciale d'absence (ASA) sans qu'on leur demande leur avis ou qu'on leur donne les moyens de travailler à distance avec retrait de 10 jours de congés ou de RTT.

L'OTE, mise pour le moment en sommeil, ressortira des cartons après l'été. **Alors même que les suppressions d'emplois statutaires se poursuivent**, que les postes vacants ne sont pas tous ouverts, que le manque de moyens est criant dans nos services depuis des années, **le ministère annonce le recrutement par centaines de contractuel-I-e-s...** Voilà pour nos gouvernant-e-s « le monde d'après » : pire que celui d'avant !

Les mesures et les organisations mises en place au titre de circonstances exceptionnelles ont bien souvent tendance à durer. Si nous ne réagissons pas, notre ministère n'y fera pas exception.

Nous ne voulons plus de cette DGT qui en fait « d'autorité centrale de l'inspection du travail », relaie toutes les pressions patronales et les impératifs de communication du gouvernement, édicte des instructions contraires aux conventions de l'OIT, suspend les agent-e-s qu'elle juge déviant-e-s.

Nous ne voulons pas d'un ministère qui traite ses agent-e-s comme des pions interchangeable, et les « remercie » d'assurer la continuité du service public par le vol de leurs congés et RTT.

Exigeons ensemble la réintégration immédiate d'Anthony, le respect de l'indépendance de l'inspection du travail, défendons le statut et les missions de l'ensemble des agent-e-s du ministère.